Le 20 mars 2008

Communiqué de Presse

BUDGET 2008 ET ACCORD DE GOUVERNEMENT

Et les politiques d'avenir ?

L'accord gouvernemental confirme des craintes que le Mouvement Ouvrier Chrétien et ses organisations constitutives ont éprouvées à la lecture du budget 2008. Le MOC déplore le manque de cohérence et d'ambition du gouvernement pour résoudre les problèmes actuels et futurs du pays. Le pouvoir d'achat n'est pas assez renforcé, la lutte contre la pauvreté est trop timide, les défis environnementaux sont négligés, l'alimentation du fonds argenté n'est pas assurée. Bref, les arbitrages ne sont pas réalisés, trop de choix sont renvoyés à plus tard.

Le social et le pouvoir d'achat
Le MOC salue certaines avancées, comme l'élargissement des tarifs sociaux aux ménages qui se chauffent au gaz et à l'électricité, l'instauration d'un 13ème mois d'allocations familiales, des mesures de revalorisation de certaines pensions. Mais il regrette les autres urgences qui ne sont pas prises en considération : une liaison généralisée au bien-être de toutes les allocations sociales, une régulation des prix des biens de première nécessité, notamment.

Sur le plan fiscal
Le Gouvernement n'a pas eu le courage d'une réforme fiscale juste et solidaire. En relevant le minimum imposable, c'est vraisemblablement tous les revenus, même les plus élevés, qui bénéficieront d'un allègement. Or, le MOC estime qu'il faut rééquilibrer l'impôt, en allégeant la fiscalité sur les bas revenus et en faisant contribuer davantage les revenus les plus élevés et les revenus du capital. Le MOC accueille favorablement l'immunisation du revenu du conjoint d'une personne handicapée et souhaite qu'elle soit étendue à tous les bénéficiaires d'allocations sociales. Enfin, le MOC regrette le manque de volonté politique d'évaluer sérieusement le dispositif des intérêts notionnels et d'en combattre les abus.

En matière d'emploi
Le MOC déplore que le texte, très vague, comporte des idées inquiétantes comme l'élargissement de l'activation des chômeurs, le renforcement de la dégressivité de l'allocation de chômage, la mise en oeuvre d'un système de « compte-carrière », l'introduction du travail intérimaire dans le secteur public. Heureusement, la consultation des partenaires sociaux est prévue. Le MOC espère qu'elle permettra d'éviter les dérives qui existent en germe dans cet accord. En outre, il réaffirme son opposition à l'usage des titres-services dans les secteurs de l'accueil de l'enfance, l'aide aux familles et la prise en charge des personnes âgées, il attend la restauration intégrale du droit au congé éducation payé et il réclame un statut complet de travailleuses pour les accueillantes d'enfants.

Par rapport à la politique d'asile et d'immigration
Le MOC note un certain nombre d'avancées en matière de critères de régularisation : ancrage local, emploi, procédures longue durée, etc. Il regrette néanmoins le flou qui règne autour de ces intentions qui ne sont liées à aucun agenda et à aucun moratoire sur les expulsions. Il déplore que l'enfermement des enfants et de leurs familles n'est pas définitivement aboli et que l'accès à la naturalisation est durci. Il s'inquiète, enfin, de la nomination d'une ministre de la Politique de Migration et de l'Asile. Quel objectif poursuit le gouvernement en créant ce nouveau ministère ?

Quant aux enjeux d'avenir
Le climat et le vieillissement de la population, deux des grands défis d'avenir que doit affronter la Belgique, sont fortement négligés, tant dans le budget 2008 que dans les intentions de l'accord de gouvernement. Bien sûr, un chapitre sur le développement durable figure dans l'accord, et un certain nombre d'idées sont évoquées en matière de mobilité, d'énergie, de fiscalité. Mais cela ressemble plus à un catalogue de bonnes intentions qu'à un véritable plan cohérent et volontariste.

Le MOC ne voit ni dans le budget ni dans l'accord de gouvernement les mesures structurelles et les projets mobilisateurs qui seuls seraient capables de rendre confiance aux citoyens et de les réconcilier avec leurs responsables politiques.

Thierry Jacques, président MOC, reviendra sur cette analyse et les dernières évolutions de la situation politique lors des conclusions de la 86ème Semaine Sociale du Mouvement consacrée à l'évolution du travail des intervenants sociaux face notamment à la violence, les 3 et 4 avril prochains, au CEME de Charleroi.

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32 2/246.38.01
www.moc.be

Le Mouvement Ouvrier Chrétien rassemble la CSC, la Mutualité Chrétienne, Vie Féminine, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, les Equipes populaires et le Groupe ARCO

Olivier Lambert
attaché de presse
+32 476/92.72.34
olivier.lambert@moc.be